

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2023/44579]

30 AOUT 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté modifie l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Examen article par article

Article 1^{er}

Le présent article vise à introduire une définition de « prestataire professionnel étranger de service » vu que ces termes, énoncés à l'article 3, paragraphe 2, 1^o, n'étaient pas définis. Cette définition permettra d'éviter toute confusion au niveau de l'interprétation de cet article.

Article 2.

Le présent article vise à transposer la directive (UE) 2022/738 du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2022 modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route.

L'article 3.2.a. de la directive énonce en effet que lorsqu'un véhicule loué est immatriculé ou mis en circulation en conformité avec la législation d'un autre État membre, l'État membre d'établissement de l'entreprise de transport routier peut limiter la durée d'utilisation du véhicule loué sur son territoire pour autant que l'utilisation d'un véhicule loué par la même entreprise de transport routier soit autorisée pendant une période d'au moins deux mois consécutifs au cours d'une année civile donnée. Cette directive n'est toutefois applicable que dans le cas d'un véhicule immatriculé à l'étranger et mis en circulation par une entreprise, ayant sa résidence en Belgique (définie à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 3), qui effectue des transports de marchandises par route pour compte d'autrui ou pour compte propre.

Ce paragraphe 2/1 précise qu'il déroge au paragraphe 2 vu que la durée, relative au contrat de location, est une durée annuelle de six mois renouvelable chaque année civile, ce qui n'est pas le cas dans le paragraphe 2 où la durée de six mois n'est pas renouvelable.

Article 3.

Cette disposition n'appelle aucun commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

30 AOUT 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ;

Vu l'association des gouvernements de Région ;

Vu la demande d'avis, dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 30 juin 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis du Conseil d'État dans ce délai ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2023/44579]

30 AUGUSTUS 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, wijzigt het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel heeft tot doel een definitie van "buitenlands professioneel dienstverlenend bedrijf" in te voeren aangezien deze termen, vermeld in artikel 3, paragraaf 2, 1^o niet werden gedefinieerd. Deze definitie dient verwarring te voorkomen bij de interpretatie van dit artikel.

Artikel 2.

Dit artikel beoogt de omzetting van Richtlijn (EU) 2022/738 van het Europees Parlement en de Raad van 6 april 2022 tot wijziging van Richtlijn 2006/1/EG betreffende het gebruik van gehuurde voertuigen zonder bestuurder voor het vervoer van goederen over de weg.

Artikel 3.2, a, van de richtlijn bepaalt dat indien een gehuurd voertuig overeenkomstig de wetgeving van een andere lidstaat is ingeschreven of in het verkeer is gebracht, de lidstaat waarin de wegvervoeronderneming is gevestigd de periode kan beperken gedurende welke het gehuurde voertuig op zijn grondgebied mag worden gebruikt, mits het gebruik van het gehuurde voertuig door dezelfde wegvervoeronderneming wordt toegestaan gedurende ten minste twee opeenvolgende maanden per kalenderjaar. Deze richtlijn is echter enkel van toepassing voor een voertuig dat in het buitenland is ingeschreven en in het verkeer wordt gebracht door een onderneming met verblijf in België (gedefinieerd in lid 2 van paragraaf 1 van artikel 3), die voor rekening van derden of voor eigen rekening goederenvervoer over de weg verricht

Deze paragraaf 2/1 specificeert dat hij afwijkt van paragraaf 2 aangezien de duur, met betrekking tot het huurcontract, een jaarlijkse duur is van zes maanden dat elk kalenderjaar kan worden hernieuwd, wat niet het geval is in paragraaf 2 waar de termijn van zes maanden niet hernieuwbaar is.

Artikel 3.

Deze bepaling behoeft geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-eersteminister en Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

30 AUGUSTUS 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewestregeringen;

Gelet op de adviesaanvraag, binnen dertig dagen, die op 30 juni 2023, bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies van de Raad van State niet is meegedeeld binnen die termijn;

Considérant la directive (UE) 2022/738 du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2022 modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules, modifié par les arrêtés royaux du 18 mars 2003, 2 novembre 2010, 6 novembre 2010, 7 mars 2012, 30 août 2013, 23 mars 2014, 18 novembre 2015, 21 juillet 2017 et 18 janvier 2018, il est inséré un point 31° suivant :

« 31° prestataire professionnel étranger de services : une entreprise, établie sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Economique Européen, qui fournit un service contre rémunération dans le cadre de son activité professionnelle ou en exécution de son objet statutaire ».

Art. 2. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 précité, modifié par les arrêtés royaux du 23 février 2005, 27 mai 2010, 18 juin 2014, 18 janvier 2018, 7 décembre 2018, 29 juin 2022, il est inséré un paragraphe 2/1 suivant :

« § 2/1 Le présent paragraphe vise uniquement l'exemption d'immatriculation d'un véhicule immatriculé à l'étranger et mis en circulation par une entreprise ayant sa résidence en Belgique, visée à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, qui effectue des transports de marchandises par route pour compte d'autrui ou pour compte propre. Par dérogation au paragraphe 2, l'immatriculation en Belgique des véhicules, immatriculés à l'étranger et mis en circulation par l'entreprise belge visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, n'est pas obligatoire pour le véhicule à moteur, la remorque, la semi-remorque ou un ensemble de véhicules, qui sont destinés exclusivement au transport de marchandises, qu'une entreprise établie sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Economique Européen met en location pour une entreprise belge visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, pour autant d'une part, qu'ils soient immatriculés ou mis en circulation en conformité avec la législation de cet autre Etat membre, et d'autre part, qu'ils soient loués pour une durée annuelle maximale de six mois renouvelable chaque année civile ; à cet égard, le respect de cette condition doit être prouvé par la présentation des documents suivants sur papier ou sous forme électronique, qui doivent se trouver à bord du véhicule :

- le contrat de location, ou un extrait certifié de ce contrat contenant notamment le nom du loueur, le nom du locataire, la date et la durée du contrat, ainsi que l'identification du véhicule;

- dans le cas où le conducteur n'est pas lui-même celui qui prend en location :

- pour les salariés : soit le contrat de travail du conducteur ou un extrait certifié de ce contrat contenant notamment le nom de l'employeur, le nom de l'employé, la date et la durée du contrat de travail, soit une fiche de salaire récente, soit un extrait de la banque de données « Dimona » relatif à la déclaration immédiate à l'emploi ;

- pour les dirigeants d'entreprise indépendants : soit la preuve de leur affiliation à une caisse d'assurances sociales, soit un extrait de la Banque-Carrefour des Entreprises ou un extrait des annexes du *Moniteur belge* où leur mandat apparaît, soit un extrait de l'eRegistre des entreprises de transport par route où leur enregistrement comme gestionnaire de transport apparaît ;

- pour les aidants indépendants : la preuve de leur affiliation à une caisse d'assurances sociales ; ».

Art. 3. Le Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité
G. GILKINET

Overwegende Richtlijn (EU) 2022/738 van het Europees Parlement en de Raad van 6 april 2022 tot wijziging van Richtlijn 2006/1/EG betreffende het gebruik van gehuurde voertuigen zonder bestuurder voor het vervoer van goederen over de weg;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 maart 2003, 2 november 2010, 6 november 2010, 7 maart 2012, 30 augustus 2013, 23 maart 2014, 18 november 2015, 21 juli 2017 en 18 januari 2018, wordt een volgend punt 31° ingevoegd, luidende:

“31° buitenlands professioneel dienstverlenend bedrijf: een onderneming, gevestigd op het grondgebied van een andere lidstaat van de Europese Unie of de Europese Economische Ruimte, die in het kader van haar professionele activiteit of in uitvoering van haar statutair doel een dienst verricht tegen vergoeding”.

Art. 2. In artikel 3 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 juli 2001, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 februari 2005, 27 mei 2010, 18 juni 2014, 18 januari 2018, 7 december 2018, 29 juni 2022 wordt een volgende paragraaf 2/1 ingevoegd, luidende:

“§ 2/1 Deze paragraaf heeft enkel betrekking op de vrijstelling van inschrijving van een voertuig ingeschreven in het buitenland en in het verkeer gebracht door een onderneming met verblijf in België, bedoeld in het tweede lid van paragraaf 1, die voor rekening van derden of voor eigen rekening goederenvervoer over de weg verricht. In afwijking van paragraaf 2 is de inschrijving in België van voertuigen, ingeschreven in het buitenland en in het verkeer gebracht door de Belgische onderneming bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf, niet verplicht voor het motorvoertuig, de aanhangwagen, de oplegger of een samenstel van voertuigen, dat/die uitsluitend bestemd is voor het vervoer van goederen en dat/die door een op het grondgebied van een andere lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte gevestigde onderneming wordt verhuurd aan een Belgische onderneming, zoals beschreven in het eerste lid van deze paragraaf, in zoverre enerzijds, dat deze voertuigen overeenkomstig de wetgeving van die andere lidstaat zijn ingeschreven of in het verkeer zijn gebracht, en anderzijds, dat zij voor een jaarlijkse duur van maximaal zes maanden die elk kalenderjaar kan worden hernieuwd, worden verhuurd; in dit verband moet de naleving van deze voorwaarde worden bewezen door overlegging van de volgende documenten op papier of in elektronische vorm, die zich aan boord van het voertuig moeten bevinden:

- de huurovereenkomst, of een voor eensluidend gewaarmerkt uittreksel daaruit, met onder meer de naam van de verhuurder, de naam van de huurder, de datum en de duur van de overeenkomst, alsmede de identificatie van het voertuig;

- indien de huurder niet zelf de bestuurder is :

- voor de loontrekkenden : ofwel de arbeidsovereenkomst van de bestuurder, of een voor eensluidend gewaarmerkt uittreksel daaruit, met onder meer de naam van de werkgever, de naam van de werknemer, de datum en de duur van de arbeidsovereenkomst, ofwel een recent loonstrookje, ofwel een uittreksel uit de “Dimona”-databank inzake de onmiddellijke aangifte van tewerkstelling;

- voor de zelfstandige bedrijfsleiders: ofwel het bewijs van hun aansluiting bij een sociale verzekeringskas, ofwel een uittreksel uit de Kruispuntbank van Ondernemingen of een uittreksel uit de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* waaruit de bekendmaking van hun mandaat blijkt, ofwel een uittreksel uit het eRegister van wegvervoersondernemingen waaruit hun registratie als vervoersmanager blijkt;

- voor de zelfstandige helpers: het bewijs van hun aansluiting bij een sociale verzekeringskas;”.

Art. 3. De minister bevoegd voor het Wegverkeer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Mobiliteit
G. GILKINET